

et largement entamé en Roumanie. Le commerce de gros se trouve également en voie d'étatisation dans la plupart de ces pays. Seuls le commerce de détail et l'agriculture restent encore dans leur majeure partie entre les mains des propriétaires privés. Le développement du système de coopératives dans ces deux domaines a été de plus en plus soustrait à l'influence des éléments bourgeois à la suite d'une intervention étatique accentuée mais il continue à se mouvoir dans le cadre de la petite production capitaliste. Enfin, le commerce extérieur - qui continue à dépendre largement - surtout dans les pays les plus avancés du glacis (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie) des pays occidentaux (de l'Angleterre particulièrement qui tend à se substituer aux U.S.A.) - est pratiqué dans sa plus grande partie par des firmes étatiques.

Elimination des derniers partis politiques d'opposition. Liquidation de la social-démocratie indépendante qui s'est achevée avec la fusion du PPR et du PPS en Pologne. Disparition de toute Eglise indépendante de l'Etat, dernier centre de ralliement potentiel d'une opposition politique. En même temps, les partis staliniens ont opéré un tournant idéologique en identifiant le régime de la "démocratie populaire" à la "dictature du prolétariat", en opposition flagrante avec toutes les affirmations passées. Cependant, il est nécessaire de constater que la bureaucratie laisse subsister une différence idéologique entre les pays du glacis et l'U.R.S.S. (celle-ci a atteint un niveau plus élevé) afin de mieux maintenir la suggestion économique et politique que la bureaucratie exerce sur ces pays.

Avant d'analyser la nature de ces importants changements, il est nécessaire de rejeter un certain nombre d'erreurs qui se sont glissées dans notre Internationale depuis 1946, à propos de la "tendance à l'assimilation structurelle".

La première erreur fut commise sur ce point par Marcoux (il s'agit évidemment seulement de camarades d'accord avec l'analyse trotskyste sur la nature de l'U.R.S.S. avec les "gauchistes" les divergences avaient un caractère "programmatique"). Réexpliquer aujourd'hui la nature de cette erreur, permettra de mieux expliquer le caractère des erreurs de l'Internationale.

Dans son texte "à propos du dogme de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S." paru dans le tome IV du Bulletin Intérieur du S.I. sur l'U.R.S.S. (Septembre 47), Marcoux était arrivé à rejeter la "tendance à l'assimilation structurelle" en raisonnant ainsi : la bureaucratie soviétique n'a pas démantelé les assises capitalistes des pays du glacis. Le pillage qu'elle exerce dans ces pays n'est pas passager, mais à long terme, la preuve en est les nombreux traités que font peser sur ceux-ci pour des années et des années, l'hypothèque russe. Le Kremlin est devenu, à l'égard du glacis, banquier, industriel, surexploitant la main d'œuvre. "Il enferme chacun de ces pays dans un cadre national sur une structure capitaliste, car c'est seulement sur un tel régime que le Kremlin peut établir ses hypothèques" (souligné par Marcoux).

Dans sa réponse "Les Pays du glacis et la défense de l'U.R.S.S." paru dans le même bulletin, Germain explique d'où partait l'erreur de Marcoux. "Ce n'est pas par hasard, écrivit-il, que Marcoux se limite à mettre en relief l'aspect formel, juridique des choses. Ce n'est pas par hasard que son analyse ne couvre qu'une étape du développement du glacis en la présentant comme définitive et qu'il s'abstient de tout pronostic sur l'avenir du glacis, qu'il n'indique aucune voie d'évolution